

# LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Georges de MONTENACH

Un Problème Social. Notes et réflexions en marge  
d'un livre récent : III : L'alimentation et la vie sociale  
( Lahor, Jean. L'alimentation à bon marché, saine et  
rationnelle)

Dans *L'Eveil (Echos de Saint-Maurice)*, 1908, tome 10, p. 199-210

© Abbaye de Saint-Maurice 2010

# Un Problème Social

Notes et réflexions en marge d'un livre récent

## III

### *L'alimentation et la vie sociale*

M. Lahor soutient une thèse qui lui est chère et qu'il résume par ces mots dont il a fait l'épigraphe de son volume : \* *Je veux l'égalité dans l'habitation, comme elle existe dans le costume, et l'égalité dans l'alimentation comme elle existe dans l'habitation.* »

C'est là un beau rêve, que je crois un peu chimérique, et dont nous ne verrons pas de si tôt la réalisation, d'autant plus que M. Lahor cherche cette égalisation des conditions d'existence, par l'élévation progressif du prolétariat, et non pas dans un bouleversement qui réduirait toutes les classes sociales à une commune situation.

L'égalité dans le costume qu'on nous montre ici comme une chose faite existe-t-elle réellement ? Je n'en crois rien pour ma part. Nous n'en avons que l'apparence et la plus décevante. Sans doute, le dimanche, la multitude qui se coudoie dans nos rues, porte une livrée identique et, à première vue, on se croirait entré dans l'âge d'or, tant les toilettes arborées dissimulent bien la profession de ceux qui les portent. On voit les plus modestes ouvrières, aussi pimpantes que si elles avaient à offrir à leurs galants des dots très rondelettes. Mais un œil exercé ne se laissera pas abuser par cette première impression générale, il verra de suite dans le vêtement, tout l'écart qu'il y a entre l'original coûteux et la copie à bas prix.

Reconnaissons cependant que les grands magasins

de nouveauté en se multipliant ont mis à la portée des bourses modestes, des chapeaux, des costumes qui ont une coupe et une allure véritablement élégantes. Dans certaines villes comme Londres et New-York, Bruxelles, les classes populaires en sont arrivées à avoir toujours l'aspect extérieur des classes bourgeoises. Ce qui n'est pas le cas en Suisse, où nous avons infiniment moins de correction et où l'ouvrier indigène garde par certains côtés, l'empreinte rurale, la tenue, les manières du paysan.

Du reste cette égalité, dans le costume est-elle désirable, constituera-t-elle même un progrès ? Pour ma part, je me permets d'en douter. Nos arrières-grands-mères qui portaient avec orgueil les atours traditionnels de leur canton, leurs bonnets de précieuses dentelles, leurs tabliers en grosse soie cassante dont on avait plein la main, évoquaient un sentiment de bien être et de richesse, tandis que leurs descendantes à la mode aujourd'hui, vêtues de ces falbalas truqués, dont les grands bazars inondent le pays, ont des airs de pauvreté, honteuses d'elles-mêmes et semblent des habillées de seconde main, avec je ne sais quoi de déjà vu et de déjà porté !

Je sais bien que M. Lahor dans un autre de ses ouvrages a écrit : Quand j'ai étudié, il y a quelques années, la question de *l'Art pour le Peuple*, j'ai vu déjà que si j'offrais à l'ouvrier un mobilier *pour lui*, si j'offrais au peuple un art populaire, il n'en voudrait pas, il veut ce que j'ai, il veut que sa femme, s'il est possible, soit habillée comme la mienne, et sa fille comme ma fille, et peut-être a-t-il raison, peut-être à sa place, le voudrais-je aussi. »

M. l'abbé Lemire qu'on ne soupçonnera cependant pas de trop peu de condescendance à l'égard du prolétariat dont il est un des champions les plus intransigeants

et les plus sincères, professe une opinion tout à fait opposée, et dans un de ses discours à la Chambre française il a dit : « Je ne veux pas le déclassement de l'ouvrier, je ne veux pas dans sa maison la répétition de l'imbécile salon bourgeois. Je ne vous demande pas sous prétexte de démocratie, l'abaissement d'une classe, je ne vous demande pas de faire comme dans cette Angleterre dont on vous donne l'exemple et où parce que les robes des grandes marquises tombent un jour sur les épaules des servantes irlandaises et que les pauvresses s'en vont le long des chemins avec cette luxueuse défroque, on dit que c'est de l'égalité. Non ce n'est pas de l'égalité, c'est de l'abaissement. »

Je partage pleinement, pour ma part, la manière de voir de M. l'abbé Lemire et pas du tout celle de M. Lahor. Autant que lui, je voudrais voir l'Art et le Peuple fraterniser à nouveau ensemble — je voudrais que l'existence quotidienne du travailleur soit encadrée dans un décor harmonieux, mais ce décor doit être en rapport avec le genre de vie, les occupations et la situation sociale de l'artisan ou de l'ouvrier.

Je ne comprends pas qu'un esthète comme M. Lahor, puisse se donner pour programme une uniformisation générale, destructrice du pittoresque local, des usages anciens et contraire aux exigences de l'ambiance naturelle qui tiennent à la race, au sol, au climat et à la profession.

Le paysan d'autrefois, dans sa maison peinte, ornée de devises et d'emblèmes et pleine de meubles qui résistaient à l'usure des générations ne prétendait pas s'égaliser aux seigneurs du château voisin, ni aux bourgeois de la ville, et cependant il jouissait d'une situation hautement préférable à celle de ses descendants qui vivent peut-être dans un sordide compartiment locatif, avec un ameublement de camelote.

Par contre, M. Lahor a raison lorsqu'il constate que tous les efforts faits en faveur de la maison à bon marché ont abouti à un certain résultat rendant plus accessible à la famille ouvrière le bénéfice d'un logis convenable ; lorsqu'il constate que les vêtements et tous les objets d'habillement subissent, grâce à la concurrence effrénée, une baisse continue ; lorsqu'il constate qu'on fabrique aujourd'hui à très bas prix, des mobiliers complets, permettant aux pauvres gens d'avoir du neuf et de ne plus recourir exclusivement comme dans la première partie du XIX<sup>me</sup> siècle au bric à brac et à la brocante.

Il a raison encore lorsqu'en regard de ces faits, il nous montre *que les aliments au lieu d'être touchés par cette baisse générale des choses de première nécessité subissent des influences économiques contraires et augmentent de valeur dans des proportions déconcertantes.*

Un économiste français, M. Charles Gide, dans son rapport pour l'exposition de 1900 a étudié spécialement la question du salaire et du coût de la vie, et, il a été amené à évaluer à 140 % la hausse totale du salaire nominal au cours du XIX siècle et à 30 % la hausse du coût de la vie de 1804 à 1903. Ces chiffres seraient réjouissants, et devraient nous conduire à l'optimisme, s'ils n'étaient pas contrebalancés par deux faits qui en diminuent sensiblement la portée. Le premier que j'ai constaté déjà au cours de ce travail, c'est que les besoins se sont multipliés et ont suivi une progression plus considérable que celle du salaire lui-même, besoins dont on peut regretter l'existence, que les moralistes ont le droit et le devoir de réfréner, mais qui n'en sont pas moins un facteur essentiel de notre civilisation et qui ont été développés par l'instruction obligatoire, laquelle en élevant le niveau de la mentalité générale

a fait naître chez tous, le désir de jouissances supérieures inconnues aux masses populaires d'autrefois.

Le second fait, je viens également de le signaler tout à l'heure, en démontrant que ce sont surtout les choses de première nécessité et en particulier *les vivres* qui sont devenues plus coûteuses. C'est sur ces derniers que pèse en grande partie l'augmentation du 30 % dont parle M. Gide, et enfin de compte, par une bizarrerie économique qu'on ne saurait trop souligner les familles modestes, qu'elles appartiennent aux classes moyennes ou au prolétariat, peuvent se procurer aujourd'hui à des prix excessivement bas une foule de petites satisfactions luxueuses qu'elles n'auraient jamais songé à se donner jadis, tandis qu'elles doivent payer à des taux exorbitants, des choses indispensables à leur existence même et en tout premier lieu, les denrées alimentaires les plus usuelles.

Pour se rendre compte des besoins réels de la famille ouvrière, rien ne vaut l'analyse de son budget. Lorsqu'on procède à cette étude, on constate que les trois chapitres principaux des dépenses sont ceux de la nourriture, des vêtements et de l'habitation ; tels sont du moins dans nos climats, les éléments primordiaux de la vie individuelle ou familiale.

Mais la faim prime tout ! Un savant statisticien de Berlin, le docteur Engel a déduit de ces observations cette loi que « la proportion des dépenses de l'alimentation croît en raison inverse géométrique du bien-être. »

Cette dépense alimentaire, on compte qu'elle est en moyenne de 60 % dans un budget ouvrier, que le vêtement, l'habitation se partage à peu près 30 % par moitié et que le reste des dépenses, soit 10 % est consacré à l'éducation, à la santé, aux récréations et frais divers.

Au contraire, dans les familles bourgeoises vraiment aisées et riches, cette proportion est tout à fait renversée et plus la fortune augmente, plus les dépenses strictement ménagères deviennent réduites dans l'ensemble des frais généraux.

Sans se priver de rien on accorde en moyenne trois fois plus d'argent dans les milieux très dorés à la toilette, aux plaisirs, aux voyages qu'à l'alimentation, et l'écart devient toujours plus fort, car, je l'ai déjà dit, c'est sur cette dernière, que dans tous les mondes se font les réductions, dès qu'une réduction est devenue obligatoire. Demandez par exemple aux marchands de comestibles fins ce qu'ils pensent de l'automobilisme.

Mais revenons à la famille laborieuse.

On peut donc se représenter comme ainsi réparti, le labeur hebdomadaire de l'ouvrier ; sur les six jours de la semaine il travaille :

1 jour pour le propriétaire de son logis,  
1 jour pour le tailleur ou le magasin de confections,  
3 jours  $\frac{1}{2}$  pour l'épicier, le boucher, le boulanger,  
 $\frac{1}{2}$  jour pour les autres fournisseurs et les mille et une dépenses non prévues.

C'est là, le tableau saisissant des corvées modernes et je n'ai par compté le marchand de vin, car, hélas ! chez nous il dérouterait les proportions (1).

Du reste, comme le constate M. Gide lui-même, si le salaire a fait une énorme ascension, au cours du XIX<sup>me</sup> siècle : « ce n'est point qu'il soit arrivé très haut, c'est seulement qu'il est parti de très bas » et tout nous prouve qu'il est encore insuffisant puisque les convulsions sociales, les grèves n'ont au fond d'autre but que d'obtenir son amélioration progressive.

Pour apprécier utilement la question, il importe de

(1) J'ai trouvé les chiffres ci-dessus dans une très intéressante revue belge : *Le Collège*.

s'entendre, au préalable, sur les deux définitions importantes du *salaires nominal* et du *salaires réel*. Le salaire nominal est le salaire en argent, celui que touche l'ouvrier, abstraction faite de toute autre considération que celle de la quantité de monnaie reçue. Le salaire réel est celui qui permet à l'ouvrier de vivre aux diverses époques ; c'est le pouvoir d'achat du salaire, c'est le salaire calculé, quelle que soit la quantité d'argent qui le compose, en comparaison de la valeur de cet argent, ou, pour mieux dire, en comparaison du coût de la vie.

L'examen du salaire nominal est mis au point par celui du salaire réel qui, seul, tient compte de la hausse générale des prix, déterminée par la baisse de valeur de l'étalon monétaire. Ce sont ces prix, considérés vis-à-vis des produits alimentaires, des loyers, de l'habillement et de l'ameublement, du chauffage et de l'éclairage, des transports, de la correspondance et de l'instruction, qui constituent ce que l'on appelle *le coût de la vie*.

Tout en laissant un peu dans l'ombre les questions fondamentales que je soulève ici, M. Lahor, dans son livre, a étudié au point de vue alimentaire une quantité de budgets ouvriers, et il s'est efforcé de réduire à leur minimum les dépenses, tout en maintenant, tout en améliorant même la valeur intrinsèque des aliments ; ceci est la clef de tout le problème et je crois avec lui que l'éducateur social a dans ce domaine une tâche féconde à entreprendre pour amener le peuple à réformer ses habitudes, pour lui faire connaître le moyen de rendre sa nourriture à la fois plus hygiénique et moins onéreuse. Ceci en attendant le moment hélas encore éloigné, malgré toutes les réformes, ou l'on aura guéri le salariat contemporain de sa véritable misère qui consiste encore moins dans l'exagération



plus ou moins forte du salaire nominal que dans le manque d'élasticité de celui-ci et son défaut d'adaptation aux besoins si variables de l'existence du salarié.

Le renchérissement actuel de toutes les denrées coïncidant avec une hausse de l'intérêt de l'argent et se produisant en pleine paix dans une période de production intense, est un phénomène bien fait pour dérouter les économistes et les sociologues ; il dément une foule de prévisions formulées par eux ces dernières années.

Les prophètes socialistes comme les pontifes doctrinaires se montrent également en défaut et cela prouve qu'en dehors des points où ils se trouvent en contact avec la morale chrétienne et la justice élémentaire, ce qu'on nomme les « dogmes sociaux » sont variables, insaisissables, changeants, déconcertants.

Léon XIII, dans son Encyclique *Rerum Novarum* a recommandé le *juste salaire*, celui qui permet à l'homme de vivre en homme et d'élever normalement sa famille ; malheureusement dans l'état actuel des choses, ni l'Etat, ni les puissantes sociétés industrielles, ni les particuliers ne sont en mesure de le payer à leurs employés, d'une manière continue et générale.

Ce seul fait est la condamnation du régime capitaliste actuel et la justification des époques historiques si décriées dont il fut précédé et qui connurent, M. d'Avenel (1) l'a prouvé, des conditions plus régulières et meilleures.

Certes je ne suis pas de ceux qui font de la question sociale une simple question d'estomac ; je sais qu'elle embrasse l'homme tout entier, la famille toute entière, la société toute entière !

Une sentence latine nous enseigne cependant qu'avant

(1) Paysans et ouvriers depuis sept cents ans (salaire et dépense)  
IV Tom.(Vol.)

tout, il faut vivre : « *Primum vivere, deinde philosophari* » ; pour vivre, il faut manger, et c'est ainsi que la question alimentaire se trouve sans cesse et se trouvera toujours au premier rang de celles qui doivent préoccuper l'économiste et tous les autres problèmes demeureront par certains côtés rattachés à celui-là.

Les nombreuses personnes qui se sont enrôlées dans la lutte contre l'alcoolisme ont été souvent obligées de se demander si ce n'est pas la nourriture ménagère insuffisante qui peuple les cabarets et assure l'expansion d'un vice dont les victimes sont innombrables. On boit trop parce qu'on est mal nourri dans les classes populaires, cela est évident ; on demande à la boisson fermentée les forces et l'excitation passagère qui rendent le travail possible. Mais, avec tout autant de justice, on pourrait en renversant la proposition énoncée ci-dessus, dire que, sauf dans des cas exceptionnels, il serait facile avec l'argent qui se gaspille en breuvages inutiles, d'assurer à la famille ouvrière des repas substantiels qui lui donneraient le véritable réconfort cherché en vain par elle dans le vin et les liqueurs. A toutes les pages des livres de M. Lahor on voit la question de l'alcoolisme se poser en face de celle de l'alimentation et ceci suffit à nous prouver pourquoi cette dernière est devenue d'une importance de plus en plus capitale.

Il y a deux manières de conduire la lutte contre l'abus de l'alcool : la manière directe qui consiste à guérir par une sorte de suggestion morale ou par un traitement approprié, ceux qui sont adonnés à l'ivrognerie et à les enrôler parmi des abstinents. Les sociétés d'enfants abstinents ou tempérants, l'instruction préventive donnée à l'école, qui fait ressortir les ravages moraux, sociaux et sanitaires de l'alcool sont encore des moyens directs, et, certes je ne voudrais pas amoindrir

les heureux résultats qu'on leur doit, car ils ont véritablement contribué à changer la mentalité de beaucoup, à rendre difficiles trop d'indulgentes complaisances qu'on avait jadis pour les ivrognes joyeux, pour les doux glous-glous du flacon empoisonneur, sujet de tant de chansons.

Mais, et il faut bien arriver à en convenir, les moyens directs ne peuvent influencer que les individus atteints par eux ; ils sont impuissants à réagir sur l'ensemble des mœurs et des habitudes qui donnent aux cabarets, et par conséquent à la boisson, une telle importance dans la vie sociale contemporaine.

On ne détruira cette espèce d'attirance que les établissements publics exercent sur les foules qu'en les faisant déchoir de leur rôle de facteur prépondérant, en mettant en face d'eux des attractions rivales de la leur.

Et c'est ici que la question de la maison redevient de nouveau souveraine, car en effet c'est par une renaissance de la demeure familiale et de tous ses éléments constitutifs que nous rendrons possible aux classes peu fortunées de nos villes un séjour distrayant et agréable au foyer domestique.

Aussi bien que M. Lahor, je vois les liens nombreux qui unissent la réforme du logis populaire poursuivi de nos jours par tant de congrès, de publications et d'oeuvres, et la réforme de l'alimentation. Il est bien certain que le mouvement de plus en plus rayonnant qui favorise la construction de zones urbaines composées de quartiers salubres et de maisons isolées entourées chacune d'un jardinet, conduit à la reconstitution de la famille sur des bases plus normales. En mettant à sa portée la jouissance d'un coin de terre sur lequel elle pourra élever quelques légumes, planter peut-être un petit verger, nourrir des volatiles, des

lapins et du petit bétail, on change complètement son atmosphère et ses conditions d'existence journalière, on lui permet de se procurer, suivant les saisons, des mets frais et appétissants qui la rendront de moins en moins tributaire des marchés et des revendeurs.

Par conséquent l'*Œuvre du Coin de Terre et du Foyer*, la constitution du bien de famille insaisissable, sont des facteurs nouveaux qui permettront dans l'avenir une alimentation meilleure des populations. A ce point de vue, l'*Œuvre des jardins ouvriers*, qui est encore trop peu répandue en Suisse, et dont chaque conférence de St. Vincent de Paul devrait faire une branche de son apostolat, pourra jouer un rôle décisif, à condition qu'elle ne permette pas, comme cela a été le cas quelquefois, la transformation de ses protégés et concessionnaires en véritables maraîchers, cherchant à faire argent du moindre de leur produit au lieu d'employer ces derniers aux besoins de la consommation familiale.

Autrefois l'habitant des villes demeurait dans nos pays un demi campagnard par certaines de ses occupations et beaucoup de ses intérêts. Les plus pauvres possédaient souvent un petit champ, un morceau de terre ; toutes les maisons avaient comme dépendance un bout de jardin.

Le caractère semi-citadin, semi-rural d'un grand nombre des anciennes habitations urbaines de nos petites capitales cantonales est encore le témoignage vivant d'une situation qui exerçait sur l'alimentation publique une véritable bienfaisante influence.

Puis la coupure s'est faite, de plus en plus profonde, et l'ouvrier, l'artisan de nos cités et leur famille ont perdu peu à peu tout contact avec la vie des champs et ce fait a eu une répercussion désastreuse sur la nourriture ordinaire des classes modestes, comme sur leur santé et sur leur manière de vivre.

Mais aujourd'hui, à la suite d'une évolution intéressante, dont tous les symptômes s'accusent avec vigueur, un nouveau rapprochement s'opère entre le citadin et les champs : pour les riches, par la construction des quartiers de villas, pour les travailleurs, par celle de certaines cités ouvrières extra-urbaines.

Ces agglomérations originales auxquelles on a déjà donné le nom si suggestif de *Cités-Jardins* et de *Villes-Campagnes*, par la façon dont elles sont comprises et disposées, permettent aux foules qui les habitent la reprise de certains travaux et de certains usages qui auront sur la vie de famille une action profonde.

La maison locative à multiples étages dans laquelle on est parqué par étroits compartiments rend impossible une masse de petites industries ménagères, qui renaissent dans les faubourgs excentriques dont je viens de parler ; plusieurs d'entre elles touchent à l'alimentation et je crois qu'on pourrait arriver à des résultats surprenants, si, par des moyens appropriés, les associations philanthropiques ouvraient les yeux des ouvriers et leur enseignaient à tirer des parcelles de terrains, fussent-elles minimes, dont ils ont maintenant si souvent la jouissance, un emploi plus rationnel et plus productif.

Les employés de certaines usines allemandes sont arrivés à obtenir de territoires restreints de véritables richesses potagères et alimentaires qui augmentent l'aisance générale, tandis que chez nous, bien souvent, grâce à l'ignorance et à la négligence, grâce au système du moins possible, on se contente de nourrir une chèvre dans un enclos qui pourrait faire vivre dix familles pendant la saison d'été toute entière.

Ceux qui connaissent la façon dont sont cultivés beaucoup d'*essarts* communaux et certains biens bourgeoisiaux ne me contrediront pas.

G. de MONTENACH.